

Déclaration pour la Commission de la CEDEAO et l'UE à l'issue de l'Atelier régional sur le plaidoyer, la recherche de financement et la gestion des conflits au profit des organisations maritimes de la société civile en Afrique de l'Ouest organisé par le projet SWAIMS

Declaration to ECOWAS Commission and the EU after the Advocacy, fundraising and conflict management regional workshop for the benefit of maritime civil society organisations in West Africa organized by the SWAIMS project

Cotonou, Bénin 7-8 juillet/July 2021

Nous, membres de la société civile du Bénin, de la Côte d'Ivoire, du Ghana, de la Guinée, du Nigéria, du Sénégal et du Togo, réunis en atelier régional sur le plaidoyer, la recherche de financement et la gestion des conflits au profit des organisations maritimes de la société civile en Afrique de l'Ouest, à Cotonou au Bénin les 7 et 8 juillet 2021 dans le cadre du projet SWAIMS, sommes reconnaissants à la CEDEAO pour l'initiative et à l'Union européenne pour le financement.

A la lumière des communications et des débats de l'atelier et en vue d'une meilleure implication de la société civile dans les actions de prévention et de lutte contre l'insécurité maritime en Afrique de l'Ouest, nous adressons à la Commission de la CEDEAO et à l'UE, à travers le projet SWAIMS, les recommandations suivantes :

- 1- Impliquer davantage et soutenir les femmes et les jeunes dans les activités du secteur maritime ;
- 2- Coopérer avec les pêcheurs et les acteurs des activités post-capture dans la surveillance maritime;
- 3- Promouvoir l'économie bleue et particulièrement la chaîne de valeur de la pêche artisanale;
- 4- Multiplier les formations sur la gestion participative, la surveillance participative, la dynamisation des OSC, le cadre juridique - y compris les droits des femmes et des jeunes- le plaidoyer et le lobbying, les enjeux de la lutte contre la piraterie maritime, la pêche INN, la migration clandestine et les trafics en mer;
- 5- Concentrer le travail des OSC avec les communautés côtières sur la sensibilisation aux problématiques de l'insécurité maritime, de la migration clandestine et de la dégradation de l'environnement marin;
- 6- Faire apparaître clairement le rôle des OSC dans l'architecture de Yaoundé en définissant leurs axes d'interventions, et amener les acteurs étatiques à les prendre davantage en compte dans leurs politiques maritimes;
- 7- Capitaliser sur les acquis des ONG à travers une synergie d'actions dans le domaine maritime;
- 8- Encourager les marines et les autres unités de surveillance côtière à coopérer davantage avec les acteurs de la pêche artisanale pour faciliter le renseignement en vue d'appréhender et poursuivre les malfaiteurs du domaine maritime;
- 9- Demander à l'Institut de Sécurité Maritime Interrégional (ISMI) d'Abidjan d'organiser une session spéciale de formation en faveur des organisations de la société civile;
- 10- Impliquer, dans la mesure du possible, les OSC dans les planifications et négociations de programmes et projets avec certains bailleurs traditionnels comme l'UE, et contracter ou sous-traiter certains composants de programmes et projets avec elles.

We, members of civil society from Benin, Côte d'Ivoire, Ghana, Guinea, Nigeria, Senegal and Togo, gathered in a regional workshop on advocacy, fundraising and conflict management for the benefit of maritime civil society organisations in West Africa, in Cotonou, Benin on July 7 and 8, 2021 as part of the SWAIMS project, express gratitude to ECOWAS for the initiative and the European Union for the funding.

In the light of the communications and discussions of the workshop and with a view to improving the involvement of civil society in actions to prevent and combat maritime insecurity in West Africa, we address to the ECOWAS Commission and the EU, through the SWAIMS project, the following recommendations:

1. Increase the involvement of women and young people more in the activities of the maritime sector and support them;

2. Cooperate with fishers and post-catch activities' stakeholders in maritime surveillance;
3. Promote the blue economy and particularly the value chain of artisanal fishing;
4. Provide more training in participatory management, participatory surveillance, the revitalisation of CSOs, the legal framework - including the rights of women and young people - advocacy and lobbying, the challenges of the fight against maritime piracy, IUU fishing, illegal migration and trafficking at sea;
5. Focus the work of CSOs with coastal communities on raising awareness of the issues of maritime insecurity, illegal migration and degradation of the marine environment;
6. Clearly show the role of CSOs in the Yaoundé architecture by defining their lines of intervention, and get state actors to take them more into account in their maritime policies;
7. Capitalise on the achievements of NGOs through a synergy of actions in the maritime field;
8. Encourage navies and other coastal surveillance bodies to cooperate more with actors in artisanal fishing to facilitate intelligence in order to apprehend and prosecute criminals in the maritime domain;
9. Request *Institut de Sécurité Maritime Interrégional* (ISMI) of Abidjan to organise a special training session for civil society organisations;
10. Involve, as far as possible, CSOs in the planning and negotiations of programmes and projects with certain traditional donors such as the EU, and contract or subcontract certain components of programmes and projects with them.

Organisations signataires / signatory organisations

1. Ecotourism Concern
(EcoBénin), Bénin



M. Gautier Amoussou

2. Nigeria Fishermen
Association



**Mr. Gbayisemore
Orioye Benedict**

3. Nature Tropicale,
Bénin

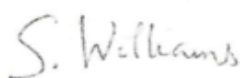


**Mme Marie Dossou-
Bodjrénou**

4. Réseau des Aires
Marines Protégées de
l'Afrique de l'Ouest
(RAMP AO, Sénégal

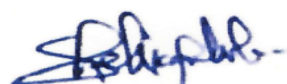
**Mme Marie-Suzanna
Traoré**

5. Nigerian Women in
Agricultural Research for
Development (NiWARD),
Nigeria



Prof. (Mrs.) Stella Williams

6. African Women Fish
processors and traders Network
(Awfhnet), Nigeria



**Mrs. Shelika Oluwfunmilola
Juliana**

7. Collectif des Associations
Contre l'Impunité au Togo
(CACIT)



Représenté par **M. Badjaliwa K.
Abalo**

8. Fishmongers Association of
Nigeria



Mrs. Ajayi-Abike Lola

9. Union des Sociétés
Coopératives des Femmes
de la Pêche de Côte d'Ivoire
(USCOFEP-CI)



**Mme Micheline Dion
Sompléhi**

10. Appui au
Développement de la Pêche
et l'Élevage en Guinée
(ADEPEG)



Mme M'Balia Sangaré

11. Union des Sociétés
Coopératives des Femmes
de la Pêche du Bénin
(USCOFEP-Bénin)



Mme Anani Élisabeth

12. Réseau pour
l'Engagement Civique (REC),
Côte d'Ivoire



M. Yao Alcide Kouamé

13. Hen Mpoano, Ghana



Mr. Kofi Agbogah

14. Centre de
Recherches et d'Études
sur la Sécurité et le
Développement
(CRESED), Togo



Représenté par **M. Kilo
Lidawo**

15. Union Nationale des
Pêcheurs Marins Artisans
et Assimilés du Bénin
(UNAPEMAB)



M. Ametepe Louis Victor

16. Laboratoire de
Recherche sur les Zones
Humides de l'Université
d'Abomey-Calavi, Bénin



**Dr (MC) Edmond
SOSSOUKPE**

